OPINIONS

ANALYSE

L'IRAK ET LE PÉTROLE — PREMIER DE DEUX ARTICLES

Dans le premier de deux articles, le fondateur du Groupe de recherche en économie de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles (GREEN) et professeur au département d'économique de l'Université Laval, Antoine Ayoub, démontre comment la guerre à l'Irak a eu un impact sur les prix du pétrole et comment sa production est encore aujourd'hui imprévisible...

L'Irak : une guerre pour le pétrole ?

Antoine Ayoub

Professeur au département d'économique de l'Université Laval

(Le texte intégral — et mis à jour — de cet article sera publié en février 2004 dans *En Perspective*, bulletin économique du mouvement Desjardins).

Cette guerre de l'Irak, que d'aucuns avaient décrétée, dès le départ, comme une guerre pour le pétrole, qu'en est-il au juste sept mois environ après la fin des opérations guerrières et le début de l'occupation du pays par les forces de la coalition américano-anglaise ? Répondre à cette question, c'est d'abord rappeler un objectif et soulever, ensuite, trois interrogations.

Antoine Ayoub

OBJECTIF SÉCURITÉ

Depuis le premier choc pétrolier de 1973, la sécurité des approvisionnements pétroliers (SAP) est devenue une priorité absolue. Cet objectif constitue même la base de toutes les politiques énergétiques, non seulement des États-Unis (qui dépendent à 50 % de leur consommation

de transport ainsi, d'ailleurs, que des infrastructures portuaires et de production. À cela, il faut bien ajouter le retard dans le rétablissement du réseau de transport de l'électricité endommagé par la guerre et soumis, depuis l'occupation, à des actes de vandalisme et de destruction.

Le ministère du Pétrole irakien, ou ce qu'il reste de son administration, a proposé en juillet 2003 à l'autorité occupante un plan de neuf mois (juillet 2003 à avril 2004) pour procéder aux réparations indispensables des infrastructures, déjà en mauvais état avant la guerre, afin de porter la production, par étapes, à un niveau de 2,8 millions de barils par jour, en avril 2004. Ce niveau est égal à la capacité de production installée du pays. Toute augmentation de la production, au-delà de cette limite, exige des investissements considérables et du temps. Pour doubler cette capacité (à 6 millions de barils par jour, par exemple), il faut envisager des investissements de l'ordre de 30 à 50 milliards $ étalés sur une période de 7 à 10 ans.

Déjà, le plan à court terme du ministère exige, pour sa réalisation, deux conditions, dont ni l'une ni l'autre ne sont garanties pour le moment. La première est de s'assurer d'un financement de quelque 1,6 milliard $US, au moment où les recettes pétrolières de l'Irak sont au plus bas et les besoins de la population sont énormes. La deuxième condition, plus importante encore, est le rétablissement d'un

avait adopté, avec l'accord explicite des pays producteurs non OPEP (Russie, Mexique, Norvège, etc.) et l'accord implicite des grands pays importateurs, incluant les États-Unis, la formule 28/22 $US/bl pour fixer les limites de ces deux bornes. Le prix moyen avant la guerre oscillait généralement autour d'un prix-cible de 25 $US/bl.

À partir de ce concept de la SAP et de ses conséquences, il est possible de soulever maintenant les trois interrogations suivantes concernant les effets du changement de la situation politique en Irak sur le secteur pétrolier :

1) Est-ce que la sécurité des approvisionnements sort renforcée, à court terme, après cette guerre ?
2) Dans quelles mesures la formule des prix de l'OPEP peut-elle résister à l'intégration du nouvel Irak au sein de cette organisation et quels pourraient en être les effets sur l'évolution des prix à moyen terme ?
3) Y a-t-il lieu d'envisager un changement majeur, à plus long terme, dans la structure de l'industrie pétrolière irakienne (privatisation, ouverture de l'exploration aux capitaux étrangers, concurrence entre les multinationales, etc.) et quelles sont les conditions d'un tel changement ?

UN PÉTROLE IRAKIEN « IMPRÉVISIBLE »

Avant la guerre, l'Irak produisait environ 2,3 millions de barils par jour en moyenne et en exportait environ 1,8 million, sous le contrôle du programme Pétrole contre nourriture dirigé par l'ONU. Aujourd'hui, l'Irak produit, avec beaucoup de difficulté et beaucoup d'aléas, environ 1,4 million de barils par jour, laissant pour l'exportation environ 1 million de barils par jour quand cela est techniquement possible.

La raison principale de cette diminution importante (environ 1 million de barils par jour) de la production et des exportations irakiennes est le climat d'insécurité générale dans le pays et, surtout, le sabotage répété des pipelines

À court terme donc, les réalités sur le terrain aboutissent aux deux conclusions suivantes. La première est que plus la sécurité intérieure de l'Irak trouve des difficultés à s'établir, plus le pétrole irakien demeurera aléatoire et imprévisible. La deuxième est que plus la production irakienne demeure à son bas niveau d'aujourd'hui, plus la place et le poids de la production saoudienne resteront stratégiques, au moins pour empêcher une explosion des prix.

QUEL PRIX ?

Cette dernière conclusion conduit directement à ouvrir la boîte de Pandore des prix pétroliers et des difficultés considérables qui président à leur fixation. Pour aller droit au but et essayer de comprendre, un tant soit peu, un phénomène aussi complexe que celui de l'évolution du prix du pétrole brut, le chemin le plus court est de commencer par distinguer les prix à court terme (généralement un mois) des prix à moyen et à long terme. Ces derniers sont, en réalité, plutôt des tendances obéissant à des facteurs géostratégiques qui débordent parfois l'analyse en termes de marché (l'offre et la demande). La sécurité des approvisionnements est un exemple de ces facteurs, mais il en existe bien d'autres (la souveraineté nationale, le développement durable, etc.).

Les prix à court terme sont, depuis le milieu des années 80 et la création des marchés à terme à New York (NYMEX) et à Londres, des prix boursiers. Ces prix tiennent compte, à chaque jour, des anticipations sur l'état de l'offre et de la demande du pétrole brut livrable dans un mois. Il est clair que ces anticipations sont influencées par l'analyse et les prédictions que les offreurs et les demandeurs se font de la présence et du « jeu » des facteurs politiques (et même militaires) qui peuvent éventuellement toucher le marché. Les effets de la guerre d'Irak sur les prix à court terme sont une illustration de ce que nous venons d'avancer.

Dans un premier temps, le marché à terme avait commencé par réagir à la hausse quand la probabilité d'une guerre contre l'Irak se transformait, jour après jour, en quasi-certitude. En somme, le marché boursier avait « intégré » — comme on dit — les effets de cette guerre annoncée avant même son déclenchement. Dans un deuxième temps, une fois la guerre déclenchée, les anticipations commençaient à se focaliser sur les réponses possibles aux deux questions suivantes : les autres pays de l'OPEP (essentiellement l'Arabie Saoudite) peuvent-ils et acceptent-ils de compenser la perte de production irakienne par une hausse de leur production propre ? Combien de temps la guerre à l'Irak va-t-elle durer ?

La réponse du marché à la première question était que la compensation aura lieu, exactement comme pendant la guerre du Golfe en 1991. Cette réponse s'est avérée être la bonne, tandis que la réponse à la deuxième question demeurait plutôt spéculative, tellement elle dépendait de l'évolution (positive ou négative) des opérations militaires. Aujourd'hui, cette réponse dépend directement de l'évolution, jour après jour, de la sécurité intérieure de l'Irak ; et comme cette dernière est volatile, le marché pétrolier l'est aussi dans une certaine mesure.

de gros magasi

Lettre à M^me^ Line Beauchamp, ministre de la Culture et des Communications

Madame la ministre,

En tant que président du conseil d'administration du Salon du livre du Saguenay-Lac-Saint-Jean, je tiens à apporter quelques détails importants à propos des coupures rétroactives dont les neuf salons du livre de la province ont été victimes.

D'emblée, des organismes comme les nôtres ne peuvent se réjouir devant le fait de subir des coupures importantes dans nos budgets. En tant que gestionnaires bénévoles, nous devons faire des pieds et des mains pour vivre avec les décisions de nos subventionnaires, nous revirer de bord et chercher des solutions. Il est de bonne guerre d'argumenter sur la justice, les priorités, la volonté, surtout la bonne, pour maintenir le niveau des sommes nécessaires à la tenue d'activités — notamment les activités hors-les-murs — auxquelles nous croyons et dont nous sommes certains de l'efficacité... quoiqu'en disent les études sur les habitudes de lecture des Québécois, supposément demeurées stables depuis que ces mesures existent. Malgré le fait que les effets de ces mesures n'aient pas augmenté, est-on allé mesurer la qualité des lecteurs mis en contact avec les auteurs au cours de ces rencontres ? Les effets ne seraient alors mesurables qu'à long terme, puisque nous travaillons auprès de jeunes enfants d'âge préscolaire jusqu'au secondaire. Et si la démonstration apportée par ces tristes statistiques révélait que les investissements faits jusqu'alors étaient insuffisants ? Ce ne serait pas la première fois qu'un bébé aurait été balancé avec l'eau de son bain.

Notre directeur général a appris la nouvelle d'une coupure additionnelle la veille du dépôt de notre rapport annuel. Nous avions, contre toute attente, réussi à équilibrer le budget et à nous sauver d'un déficit plus que probable par des tours de passe-passe

salon quand la faut
revient au ministèr
aux conséquences
peuvent avoir sur l'e
vole dans la gestion
culturels de toutes
pures annoncées, o
celles imposées *a*
prochent, de mon p
torpillage en règle,
malhonnêteté caché
pes comptables à la
Cependant, considé
ceux : quelques salo
l'Abitibi-Témiscami
trie, ont eu leur do
sieurs degrés inférie

Enfin, j'ai été amè
lecture des extraits
tions à l'Assemblée r
di 11 novembre 200
vous avez été questio
pures imposées aux s
votre argumentatio
dieux de cette décisi
nement précédent. C
s'en trouve doublem
non seulement vous
revenir sur une déci
gouvernement précé
vos collègues libérau
critiqué, mais vous dé
tre ministère semble
cisions prises avan
même si elles sont c
n'est pas la conceptio
POUVOIR, ni du bon s

Les sommes enlevé
au total, quelques mi
une farce pour les bud
nistère, un drame pou
ganisations — se tro
dires, réaffectées da
Nous n'avons rien c
sommes versées aux
création sont insuffi
notoriété publique. M
tre ministère entend
nécessaire rencontre
son public ? Les salo
contact essentiel et us
té pour aller sur le t
l'événement à des coû

Ces coupures dans le
les-murs et les budget

ANALYSE

L'IRAK ET LE PÉTROLE

DERNIER DE DEUX ARTICLES

Dans le deuxième de deux articles, le fondateur du Groupe de recherche en économie de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles (GREEN) et professeur au département d'économique de l'Université Laval, Antoine Ayoub, s'interroge sur l'impact de la guerre en Irak sur les prix de l'OPEP. La reprise de la production irakienne peut-elle perturber sa structure de prix? Avons-nous intérêt à ce que les prix s'écroulent?

L'OPEP est-elle en danger?

Antoine Ayoub

Profeseur au département d'économique de l'Université Laval

(Le texte intégral et mis à jour de cet article sera publié en février 2004 dans *En Perspective*, Bulletin économique du Mouvement Desjardins).

Dans le moyen et le long terme, la question qui se pose concerne la survie de l'OPEP et, surtout, de sa formule «22-28». Cette formule, il faut bien le rappeler, est une émanation de la stratégie des États-Unis qui cherchent, depuis 1973, à limiter les variations des prix entre un plancher (égal au coût moyen des gisements américains) et un plafond qui ne menace pas trop la croissance économique mondiale. En plus d'introduire une certaine prévisibilité des prix, cette formule semble avoir garanti les intérêts de tout le monde, tant des pays producteurs (OPEP et non-OPEP) que des pays consommateurs.

Antoine Ayoub

Une des conditions de la réussite de cette formule, ces derniers quatre ans, est l'existence d'un écart, relativement important, entre la capacité de production de l'OPEP et la demande mondiale adressée à cet organisme (sans l'Irak). Il faut bien souligner, par ailleurs, que l'écart en question provient surtout de quelques pays du Golfe et surtout de l'Arabie Saoudite.

Une chute dramatique des prix n'est dans l'intérêt de personne

Est-ce que l'administration du président Bush, réputée néo-conservatrice, possède dans ses cartons une nouvelle stratégie qui, à partir d'une augmentation considérable de la capacité et de la production du «nouvel Irak», cherche à introduire la concurrence entre les pays de l'OPEP, quitte à faire éclater cette organisation? Une telle stratégie est bien possible, mais elle est loin d'être probable, car les conséquences d'une chute dramatique et durable des prix seront vraiment très graves pour le monde entier. La guerre des prix en 1986 et le contrechoc pétrolier qui s'en est suivi prouvent, s'il en est besoin, qu'une chute dramatique des prix n'est dans l'intérêt de personne.

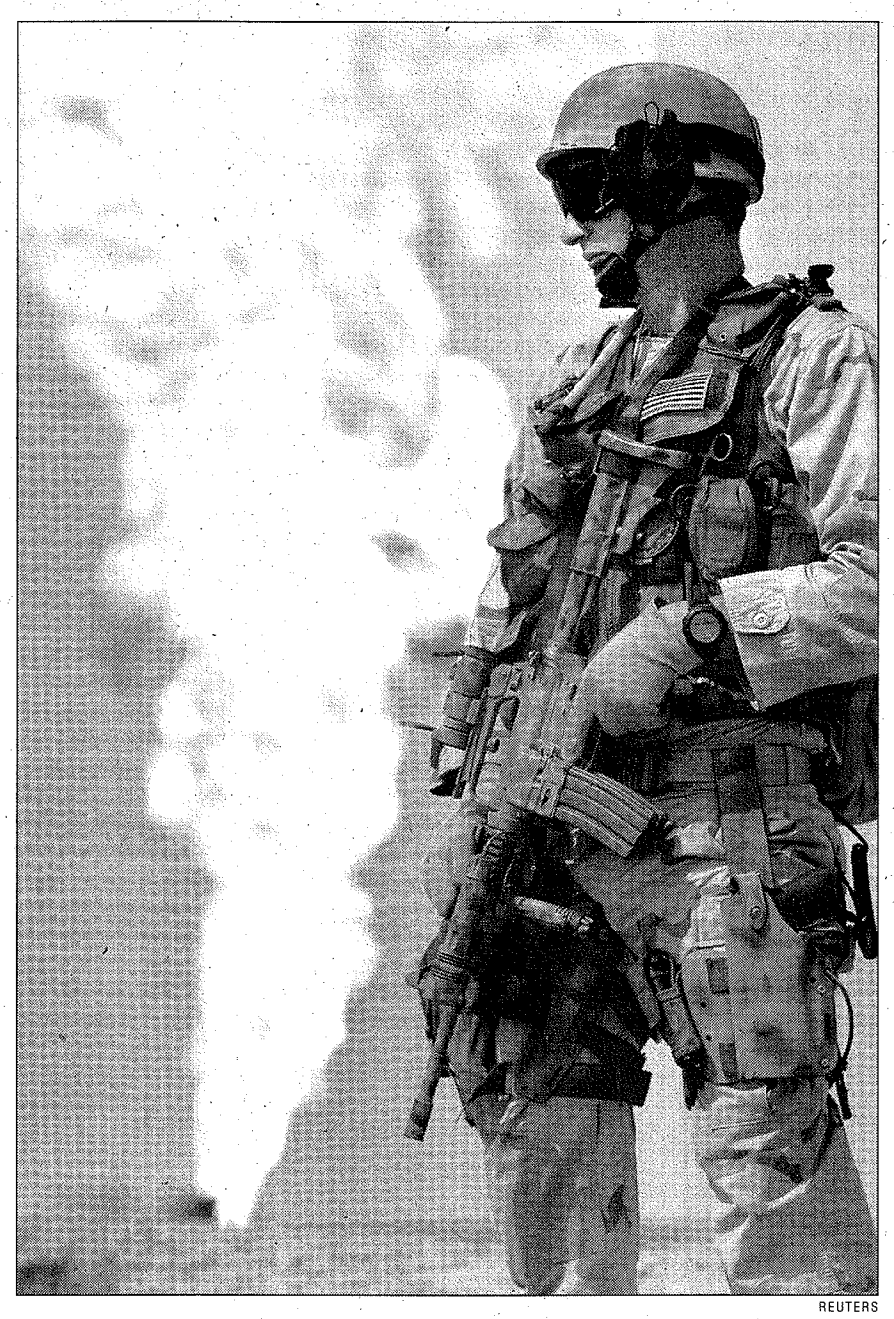
En effet, il ne suffit pas d'affirmer que la chute des prix (à moins que 10 $US/bl, comme en 1986) aura des effets positifs sur le consommateur, il faut aussi tenir compte des effets négatifs, autrement plus redoutables. D'abord, sur les États-Unis eux-mêmes (et sur le Canada) qui verront leur secteur pétrolier durement touché et même, à la limite, acculé à la faillite. L'impact immédiat d'un tel scénario, sera immédiatement senti dans les provinces du pétrole (le Texas pour les États-Unis, et l'Alberta au Canada) au niveau de l'emploi, du budget et de la croissance économique en général.

Tout cela, sans parler de l'aggravation de la dépendance des États-Unis du pétrole étranger, surtout du pétrole du Moyen-Orient, région toujours instable politiquement. Il y a, ensuite, l'impact sur la Russie qui compte sur les recettes pétrolières pour renflouer son économie, toujours en transition, et pour améliorer le niveau de vie de sa population au risque de faire face à une situation sociale très grave.

Pour l'Irak, les dégâts d'une chute des recettes pétrolières sont tellement évidents qu'il n'est vraiment pas besoin d'y insister. Quant aux autres pays producteurs (de l'Arabie Saoudite à l'Algérie en passant par le Venezuela, le Nigeria et l'Indonésie...), une telle perspective aggravera dangereusement leur situation politique, déjà très fragile, et stimulera les revendications sociales, vite récupérées par les mouvements extrémistes.

À un autre niveau et sur d'autres plans, la chute dramatique des prix pétroliers, conséquences d'une guerre des prix, aura des effets directs dans tous les pays sur les politiques d'économie d'énergie, de l'environnement et du développement durable. En un mot, au lieu de préparer la fin de la dépendance envers le pétrole, comme source d'énergie, cette chute des prix enfoncera le monde davantage dans un système énergivore.

Mais, à supposer que cette nouvelle stratégie existe, malgré que ses motivations ne nous paraissent pas très fondées, il n'en demeure pas moins qu'elle est tributaire d'une augmentation considérable de la capacité de production de l'Irak. Malgré le potentiel pétrolier important que possède ce pays, cette augmentation exigera des investissements colossaux dont il serait incapable d'assumer, par ses propres moyens, le financement. D'où la troisième et dernière question.



REUTERS

Un soldat américain monte la garde devant un puits de pétrole en feu dans les champs de Rumayla en Iraq.

PRIVATISATION DU PÉTROLE IRAKIEN?

Une idée, largement répandue avant comme après la guerre, c'est que le changement du régime irakien ne manquera pas d'ouvrir la porte à une gigantesque opération de «redistribution des cartes» dont les multinationales anglo-saxonnes seraient les plus importants bénéficiaires. Pour qu'une telle opération puisse se réaliser, il faut réunir au moins deux conditions:

1) La privatisation du secteur pétrolier irakien (production et surtout exploration de nouveaux gisements);

2) Que ces multinationales trouvent leurs intérêts dans une opération qui exigera des investissements faramineux (environ 30 à 50 milliards de dollars) dans un pays dont l'évolution politique est pour le moins incertaine.

Étant donné les besoins énormes que va exiger la reconstruction de l'Irak, en dehors du secteur pétrolier, et sans parler de sa dette 130 milliards $, il est bien la privatisation de la soc le irakienne du pétrole s comme solution immédia le à la pénurie de capita nouveau. Mais pour déci le politique, il faut d'abor ger un gouvernement na cepterait de l'endosser.

L'autre solution est de statu quo juridique au production, quitte à me chères de nouveaux péri ploration selon des con tage de la production en vertes. Rien, pour le mo ble être décidé. Et la dé ministre irakien du Pét par le Conseil du g transitoire, sur la néces tiser le pétrole irakien, f démentie le lendemain d tion.

Pour les multinationale nes et autres), la décision s'impliquer en Irak dépe lement de la stabilité po pays, mais aussi du nive lité qu'un nouveau gouve kien établira, s'il choisit l'industrie.

Même s'il est vrai que l d'un baril supplémenta raît-il, 3 000 $ d'invest Irak en comparaison d Arabie Saoudite, il r qu'aucune analyse coû raisonnable ne peut êt sans connaître, avec le m titude possible, les nouv d'ordre politique et fisc comparativement à d'a n'en sommes pas encore

Mais, cela étant dit, l multinationales anglo-s Irak, s'il se réalise, an seulement une nouvelle tion des cartes» pétrolie Orient, mais en même te «nationalisme économi pays. Il ne fait pas de do changement ne manquer cer des pressions grand les autres pays de la rég vre la même voie.

Il faut souligner, à cet cune de ces multination jusqu'ici, à notre conna déclarations au sujet de tion possible dans l'Ir Cette attitude s'apparen à la position bien conn *and see* face à une situ meure, à vrai dire, insais